

Séance de présentation du séminaire TRAM « L'éthos démocratique en questions » - 9 janvier 2015

Sophie Wahnich, Tram (IIAC/CNRS)

L'éthos démocratique en question ?

Un chercheur n'est pas hors-sol. C'est un humain avant tout, ancré dans une réalité socio-historique. Un chercheur en sciences humaines le sait d'autant plus. Avant hier, cette réalité socio-historique s'est concrétisée dans cet horrible assassinat. Cette élimination, pour des motifs apparemment religieux, de toute une équipe de rédaction. Cette attaque contre un symbole de la liberté d'expression.

Il y a plusieurs manières de répondre à cette violence. Du rassemblement aux tweets, de l'analyse froide aux cris de désespoirs. Du rassemblement «républicain» à la critique de l'hypocrisie d'une république qui chaque jour nie sa devise. Toutes ces méthodes ont leur légitimité.

Ici notre méthode consiste à faire de la recherche pluridisciplinaire et à proposer par la recherche de réfléchir la situation pour se donner les moyens sinon de l'infléchir au moins de comprendre quelle place on occupe et quel rôle on joue.

Nous poursuivons le séminaire, l'an dernier nous l'avions intitulé « Citoyennetés ordinaires, citoyenneté révolutionnaires, citoyenneté subverties ». Cette année « éthos démocratique en questions. » La situation semble avoir rattrapé nos intuitions. La citoyenneté est au cœur de nos préoccupations car nous appelons citoyenneté les pratiques des acteurs de l'histoire qu'ils soient dépossédés ou dans la reconquête de leur puissance politique, dans une acception large de la citoyenneté qui en tant que telle mérite un débat incessant.

Mais nous pensons que la citoyenneté n'est pas seulement la puissance politique, l'art d'être acteur, mais aussi d'être un acteur émancipateur et notre interrogation sur l'éthos démocratique pose donc des questions qui ont une valence, n'ayons pas peur des mots, morale. L'éthos, l'éthique ce n'est pas seulement une pratique, c'est une visée : fabriquer pour la cité le bien vivre, le meilleur vivre possible en démocratie et cet éthos démocratique a une histoire qui mérite d'être constamment revisitée dans un rapport à notre présent.

Cet éthos démocratique est considéré par certains comme forclus. Le monde aurait changé radicalement. D'une part il aurait changé dans les institutions qui régissent les pays dont la tradition démocratique est issue. Il y aurait un déplacement si structurel du fonctionnement du politique qu'il faudrait l'appréhender comme totalement neuf. Le global politique, les espaces transnationaux de débats et de négociations, le rôle des

organisations non gouvernementales auraient marqué l'avènement d'une politique toute autre au regard de sa fondation grecque et des suites qu'elle a pu avoir dans la quête renouvelée d'une « démocratie », en particulier depuis les Révolutions atlantiques dont la Révolution française. Là où la politique était déterminée par la quête d'un ethos de la cité selon l'axiome d'Aristote (Jean Claude Milner, 2003), elle serait aujourd'hui déterminée par la seule question de la survie (Marc Abélès, 2006), le sauvetage des corps fournissant sinon la seule ambition des citoyens, du moins la dimension première de ce qu'il serait encore permis d'attendre de la politique ici.

D'autre part la quête de tout ethos n'est pas pour autant absente. Il ne se présenterait plus cependant sous la forme de l'ethos démocratique mais d'un ethos historique, finalement plus classique, arrimé à des religions révélées : avant hier un islam fondamentaliste, mais ici des chrétiens radicalement hostiles au renouvellement des formes familiales et de filiation, et peut-être aussi une crispation identitaire sur des identités naturalisées d'abord puis sacralisées, qu'on les nomme républicaines ou nationales. Nous serions dans un siècle à nouveau théologico-politique et non dans un siècle politique et démocratique. Malraux aura été souvent rappelé comme disposant à cet égard d'une parole prémonitoire.

Ainsi, si le blasphème contre le prophète a conduit à la destruction de toute une rédaction, il nous faut par ailleurs rappeler que le blasphème contre le drapeau national existe également en France. Cela interroge à nouveaux frais sur ce qu'on déclare sacré aujourd'hui, ce qui doit être considéré comme tel, sur la légitimité d'avoir ou non des choses sacrées en démocratie et pourquoi. Comment les démocraties doivent-elles faire avec les choses sacrées des autres et avec les processus de désacralisation à l'oeuvre ?

C'est un vaste chantier que nous avons ouvert l'an dernier : qu'est ce qui fait tenir une communauté démocratique, qu'est-ce qu'un rituel sacré en démocratie ? Quels sont les lieux du sacré en démocratie ? Peut-être ce qui est nommé « liberté d'expression », ou « droits de l'homme » est-il sacré ?

Pourtant, peut t-on considérer qu'un tel sacré est une variante du théologico-politique comme je semble le dire ? Là, nous avons à réfléchir et à débattre sur ce qui dans le sacré fonde de l'émancipation et de la subjectivation et sur ce qui au contraire l'empêche d'advenir.

Et pourtant notre époque n'est pas seulement celle là, celle de la survie et du théologico-politique.

Les événements survenus en 2010-2012, autour des Révolutions arabes, ont remis empiriquement en question l'effacement de l'ethos démocratique au profit de la survie, en prenant parfois appui sur l'imaginaire révolutionnaire de la Révolution française, en particulier en Tunisie et en Egypte. Mais la demande d'un nouvel ethos pour la cité est également apparue avec force dans les mouvements d'Indignés qui se

sont déployés en Europe et aux Etats-Unis. Le mouvement étudiant chilien de l'été et de l'automne 2011, en réclamant la gratuité des études universitaires, plaçait aussi la demande politique et l'action politique dans un registre de renouvellement de l'éthos, idem au Québec. Enfin des pratiques discrètes de citoyenneté montre une insistance plus ordinaire.

Au moment où je corrige ces lignes, les manifestations du 11 janvier 2015 témoignent d'une compétence à agir que Engin F. Isin pourrait nommer « acte de citoyenneté » avec la part de deuil, et la part de volonté combative et paisible à défendre confusément un mode de vie, voire un monde que l'on sent perdu ou évanescent, un monde à réinventer.

Il s'agit ainsi de repérer, non l'éternel retour du même au travers de ces événements, mais de considérer qu'ils ont rendu visible une concomitance en tension de trois modes de la politique. Plutôt qu'un effacement historique de l'éthos de la cité au profit de la survivance généralisée et de l'éthos théologico-politique, nous assistons à la conflictualité latente ou ouverte de ces trois manières d'envisager le politique aujourd'hui.

Certains ont considéré que les révolutions du printemps arabe allaient toutes être absorbées par le théologico-politique, mais je crois que la Tunisie, son peuple et ses institutions conquises à chaque étape de haute lutte, a montré qu'un autre chemin - fut-il sinueux - est possible.

Les réactions nationales et internationales de deuil pourraient à leur manière témoigner du refus de voir trop vite s'effacer l'éthos démocratique au profit d'un théologico-politique ou d'une simple survivance face aux dangers multipliés de notre temps.

Ce qui se profile *in fine* c'est un moment politique où la question de l'émancipation navigue entre ces trois pôles, du fait de ce que nous appelons *l'insistance* de l'éthos démocratique articulée à *l'intelligence politique démocratique*.

Cette intelligence nous allons la travailler à plusieurs reprises dans sa dimension révolutionnaire. La semaine prochaine avec Pierre Dardot lors de la séance sur « Commun, une Révolution du XXIe siècle », lors de la séance sur l'Égypte et la Tunisie avec Sarah Ben Nefissah, lors de la séance d'Elena Apostoli sur les militances radicales écologiques, enfin avec Yves Cohen quand il explicitera ce qui dans les mouvements de foules contemporaines vient clore le siècle des chefs.

Les séances « expériences de citoyenneté » sont aussi nouées à cette insistance mais davantage dans l'ordinaire, enfin nous avons des séances sur ce qui vient faire obstacle ou subvertir la citoyenneté démocratique. Certes les objets ne sont pas complètement séparés car les frontières ne sont pas étanches et nous devons travailler des points de bascule, des nuanciers, des oxymores de situation...]

Je voudrais maintenant m'arrêter sur ce qui fait notre actualité. Depuis longtemps, disons depuis Beccaria, la retenue de la cruauté est devenue un critère constitutif d'éthos démocratique. Lorsque cette retenue disparaît, le pari démocratique disparaît aussi. Cela ne veut pas dire qu'il faut en démocratie bannir toute action violente, mais cela veut dire que la pensée de la violence doit être celle de sa tension entre nécessité et retenue.

| Je vais bien sûr revenir sur **Charlie** mais aussi me déplacer sur une autre mort, celle de Remi Fraisse, qui à mon sens trouble notre éthos démocratique et interroge. Je suis comme vous encore dans la stupeur et ne peux aller bien loin dans l'élaboration sur **Charlie**. Mais on peut rassembler des choses parmi tout ce qui circule.

Gilles Luneau, ancien journaliste du premier *Libération* et journaliste de *Global Magazine - le magazine de la slow info*, écrit ceci ce matin :

« Le 7 janvier 2015, va rester dans l'histoire de la République française comme la première tentative d'assassinat d'un journal. Certes, il y a eu celui contre Jean Jaurès, directeur de L'Humanité, le 31 juillet 1914 ; les deux attentats (ratés) de l'OAS contre Jean-Paul Sartre en 1961 et 1962, intellectuel actif dans les revues et journaux, en pleine guerre d'Algérie ; à la même époque l'attentat contre France Observateur et celui contre Le Figaro ; en 1975, celui contre l'agence Fotolib ; en 1979 celui contre Le Monde et Le Matin de Paris ; dans les années 90, un attentat contre le Nouvel Observateur ; en 2004 celui contre la maison de Siné, dessinateur et caricaturiste libertaire que l'on ne présente plus; récemment en 2011, celui contre Charlie Hebdo qui valait depuis au journal et à Charb d'être sous protection policière. De tout temps, les journaux et les journalistes ont fait l'objet de menaces et de leur mise à exécution. Mais c'est la première fois que l'on s'attaque au cœur d'un journal, à sa rédaction toute entière. Dans un journal, la conférence de rédaction est le moteur du journal. C'est là que se discutent les sujets traités, où s'affrontent les points de vue, où l'intelligence collective journalistique émerge, s'exprime, se transforme en action : écriture, parution. Attaquer à l'arme de guerre une conférence de rédaction est un crime contre la pensée et contre l'avenir d'un journal. »

L'historicité permet un premier pas de côté hors de la stupeur ; il y a, dans des situations d'affrontement radical, voire de guerre, un courage certain à exercer un journalisme critique ou irrévérencieux. C'est bien en ce cas une profession exposée aux représailles. Mais y a-t-il du courage à écrire dans *Je suis partout* dans les années 1930, ou à cliquer aujourd'hui sur le rire négationniste ? Pas celui en tout cas de l'éthos démocratique. Quelles limites serait-il pertinent d'assigner à la liberté de la presse ? En France, pas de calomnies, pas d'appel à la haine. Au Etats-Unis une liberté illimitée et beaucoup d'autocensure.

Statut complexe du rire. Peut-on rire de tout ? Sans doute oui mais pas avec n'importe qui dit-on. Une presse qui, dans un monde globalisé, circule hors de son public produit un fer dans les mots, un fer dans les

formes, avec des effets boomerang. Il n'y a plus un espace circonscrit mais bien le monde. Les écarts de sensibilité sont en l'espèce incontrôlables, surtout quand ils touchent à du sacré dans des espaces qui n'ont rien de démocratique. « Nous » - si ce mot veut dire quelque chose aujourd'hui - avons conquis de haute lutte le droit de blasphémer, et nous y tenons. Mais ce travail a été long, et qu'est ce que faire progresser ce droit en termes de conquêtes de liberté, qu'est ce que le faire régresser, qu'est ce que le maintenir ?

Débat très ancien : Robespierre face aux mascarades déchristianisatrices (âne mitré etc) avait pris une position de respect du rapport possible, non pas de respect de l'immuable mais affirmait :

« Plus les convulsions du fanatisme expirant sont violentes, plus nous avons de ménagements à garder. Ne lui redonnons pas des armes en substituant la violence à l'instruction.

Pénétrez-vous de cette vérité, qu'on ne commande point aux consciences. Il est des superstitieux de bonne foi, parce qu'il existe des esprits faibles, parce que dans le passage rapide de la superstition à la vérité, ce sont ceux qui ont médité et franchi tous les préjugés qui les premiers se trouvent au niveau. Le surplus, resté en arrière, exige des encouragements pour avancer à son tour. L'effrayer, c'est vouloir qu'il rétrograde. Ce sont des malades qu'il faut préparer à la guérison en les rassurant, et qu'on rendrait fanatiques par une cure forcée. »

Bref comment faire tenir ensemble dans une société démocratique des croyants et des incroyants, des croyances multiples, des sacralités multiples et parfois contradictoires, certaines séculières, d'autres liées à des religions, d'une manière générale une pluralité de sensibilités, et faire en sorte qu'elles ne soient pas source d'affrontements violents ? Comment faire tenir dans le monde des écarts de sensibilité qui ne se traduiraient pas par la guerre ?

Pas par la censure, ce serait nous faire régresser à l'Ancien régime. Pas seulement par la protection policière ou militaire, on voit que ça ne marche pas. Il s'agit plutôt de penser un espace commun civil, qui englobe cette pluralité sociale dans une même société. Cela a longtemps été le rôle de l'éducation dite nationale, or nous savons que désormais des écoles et des bibliothèques brûlent¹. Qu'est-ce qui se joue là dans la triangulation politique qui est la nôtre, pour le dire simplement entre fanatisme religieux, néolibéralisme (celui qui conduit en lieu et place d'une communauté démocratique réunie sous la bannière de l'école à la marchandisation des savoirs), et subversion antidémocratiques du Front National par exemple ?

Enfin, à l'échelle du monde comment faire régresser le désir d'en découdre ?

1. [Nous avons une séance consacrée à cela avec Denis Merklen.](#)

Il me faut évoquer Sartre dans la préface donnée au texte de Fanon, *Les damnés de la terre*, car sans souscrire aucunement à la barbarie, il souligne d'où elle vient :

« Réclamer et renier, tout à la fois, la condition humaine : la contradiction est explosive. Aussi bien explose-t-elle, vous le savez comme moi. Et nous vivons au temps de la déflagration, le torrent de la violence emporte toutes les barrières. En Algérie, en Angola, on massacre à vue les Européens. C'est le moment du boomerang, le troisième temps de la violence : elle revient sur nous, elle nous frappe et, pas plus que les autres fois, nous ne comprenons que c'est la nôtre. »

Sans doute que notre réponse démocratique doit être plus que jamais une exigence de justice. Il faut faire face au néolibéralisme, aux après-coups du colonialisme, penser la temporalité de notre violence. Mais aujourd'hui ni l'explication sartrienne ni sa réponse nécessaire ne suffisent.

« Les assassins de Charlie Hebdo ont tué pour faire reculer la liberté de conscience et de pensée, la liberté de blasphémer. Pour assouvir une vengeance contre la satire. Ils parient leur soutien sur le "sentiment identitaire". Beaucoup de nos concitoyens sont sous l'empire d'un désarroi profond que beaucoup d'analystes, de politiciens, d'éditorialistes marient complaisamment à un déficit d'identité. Au besoin de repli sur soi et sur la "communauté" (politique, religieuse, culturelle, bourgeoise aussi) la mieux à même de partager ce désarroi. C'est, par exemple, le fond de commerce du FN, des fondamentalistes catholiques et musulmans. [...] En réalité, cette détresse naît dans les discriminations de tous ordres et dans les inégalités qui ne cessent de croître depuis une vingtaine d'années. Dans la destruction continue du lien social, dans l'isolement de chaque individu face à son destin de chômeur, de relégué en logement précaire, de futur licencié, d'employé voyant son rôle dans l'entreprise passer de moteur à variable d'ajustement ».

Aucune identité post-coloniale, nationale ou religieuse n'est univoque. Nous avons eu des échanges avec des amis, ceux du film **Notre monde** de Thomas Lacoste.

Thomas Lacoste : *Il me semble important de reprendre la parole face à ceux qui accaparent pour l'heure les médias et qui me font bondir avec leur posture de principe d'unité nationale et leur manque criant d'autocritique eu égard à leurs multiples responsabilités dans l'organisation de la misère et de la haine.*

Sophie Wahnich : *Oui c'est pourquoi il faut une parole forte même si différée. Mais j'avais déjà pas mal réfléchi en 2002 avec « La liberté ou la mort ». Je ne pense être d'accord qu'avec peu de gens car je ne pense pas que l'on puisse ne pas questionner aussi l'islam comme tel, et ses différents courants...J'avais fini « La liberté ou la mort » sur le fait que les terroristes contemporains pouvaient être vengeurs mais nullement émancipateurs... (à la différence des anarchistes, des fronts de lutte nationale, même des FARC...et surtout des révolutionnaires français). Là est la difficulté.*

Or Etienne Balibar dit plus précisément encore la même chose (je me permets de le citer car il l'a depuis publié dans **Libération** samedi 10 janvier):

« Cher Thomas, pourquoi vouloir toujours parler? Je sais bien que c'est notre fonction, mais je ne vois pas personnellement quoi dire de particulier pour l'instant qui ne soit de l'ordre de la pétition de principes... La seule idée "originale" qui me trotte dans la tête, mais je crois qu'elle serait très difficile à dire et à entendre, c'est que si les Musulmans - quelle que soit la façon dont on définit l'extension et le territoire de cette catégorisation elle-même équivoque - ne se mobilisent pas partout pour combattre le jihad, et même éliminer cette catégorie de leur tradition religieuse, on sera vraiment très mal partis, car il ne restera plus que le face à face des fanatiques politico-religieux qui vont continuer de recruter et des Etats occidentaux (et autres) militarisés.. »

Le dernier Livre de Fethi Benslama, *Islam, la guerre des subjectivités*, offre une approche que je crois importante pour comprendre ce qui se joue au sein de l'Islam. Il faut dire qu'il y a cette guerre interne et externe et que notre responsabilité, c'est de soutenir ceux qui subjectivement veulent se débarrasser au sein de l'islam du jihad, cesser de rabattre l'origine, la race et la religion sur des segments supposés identifiables et revaloriser les processus multiples de subjectivation au sein de ces segments .

Je voudrais redonner une dernière fois la parole à Gilles Luneau :

« Il s'agit maintenant de refuser le piège tendu par les haineux et les obtus. Ceux du camp des assassins ; ceux qui se saisissent du crime pour nourrir les replis identitaires, pour argumenter une "guerre des civilisations" ; ceux qui tenteront de mettre en péril l'état de droit via des dérives sécuritaires façon "patriot act" américain.

Il y a une lutte asymétrique, inédite dans l'histoire et internationale, entre les démocrates et les terroristes. Elle exige de nous tous - citoyens, politiques, journalistes - plus d'intelligence, plus de pédagogie, plus d'engagement pour l'égalité et la fraternité, plus d'exigence libertaire ». L'espace dessiné serait celui de la nécessité d'approfondir la démocratie et non de la bafouer.

Or si j'en viens à Rémi Fraise, c'est que notre démocratie avant même l'attentat terrible sur ce sol français a été bafouée.

Remi Fraise : l' Etat offenseur

Les manifestants de mai 68 avaient dans la tête la guerre du Vietnam et les sons qui en arrivaient par la radio. Ceux du Testet parlent de « barricades syriennes ». La violence guerrière habite l'époque et c'est bien d'une violence de guerre que la zone du barrage du Testet a été le théâtre.

Cette violence de guerre met face à face deux groupes sociaux étrangers l'un à l'autre, prétendant faire justice à leur groupe par l'hostilité

guerrière. L'autre est un étranger radical avec qui on ne fait pas société, un ennemi à abattre.

La guerre s'oppose alors à deux autres formes de violence justicière. La justice des tribunaux où l'application du droit vise à protéger une société unifiée de ceux qui la menacent, ou menacent ses membres : les criminels. La vengeance publique qui oppose deux groupes, celui des offensés et celui des offenseurs qui ont une dette soit d'honneur soit de sang, soit les deux. Ils s'affrontent en sachant qu'à l'issue de l'affrontement, il faudra se réunir et à nouveau, vivre ensemble, participer de la même société.

Seuls les conflits de légalité peuvent se régler au tribunal. Les conflits qui opposent la légitimité et la légalité au sein d'une même société démocratique fabriquent des scènes d'affrontement de vengeance publique. Dans les sociétés étatisées comme la nôtre, ces scènes mettent face à face les représentants de l'Etat offenseur, et le groupe social offensé.

En quel cas l'Etat de droit démocratique est-il offenseur ?

Quand il valide de mauvaises lois, iniques, injustes, des lois qui protègent les forts et écrasent les faibles ; quand il ne respecte pas les règles du débat public et récuse les filtres de liberté constitués par l'expertise citoyenne et institutionnelle ; quand il ne se soucie pas de retenir la violence et la cruauté, celle quotidienne où des vies sans protection sociale viennent se briser, celle exceptionnelle où sa désinvolture à passer le Rubicon de la guerre conduit, comme au Testet, à transformer une scène d'affrontement politique en scène de guerre civile.

Dans un état de droit, seul l'Etat peut être véritablement offenseur, car lui seul dispose de la violence symbolique et physique. « Force de loi », mais la dite force peut aller jusqu'à être exécutée sous la menace des armes. La violence et le droit sont bien toujours noués pour le meilleur comme pour le pire. Pour le meilleur quand il s'agit de protéger les faibles, pour le pire quand l'Etat utilise ses privilèges pour se protéger lui même.

Pour éviter le pire, c'est-à-dire des affrontements radicaux qui basculent dans la guerre civile, l'Etat doit retenir sa propre violence, sa propre cruauté. Qu'est ce que retenir la violence et la cruauté dans notre Etat de droit ?

D'abord faire honneur au débat public, normalement seul compétent pour dire où est le juste et l'injuste. Pour pouvoir faire confiance au débat public, faire honneur à l'exigence d'éducation, de transmission, de formation, faire de chaque être, un citoyen éclairé et respecté. Fabriquer ainsi la confiance civile. La non dissociation de l'Etat et de la société, une société vigilante, un état vertueux car surveillé. Si la méfiance et la défiance s'installent, l'entendre et ne pas dénier qu'elles aient du sens. Il faut donc décrypter et discuter ce sens. Retrouver un chemin qui mette en harmonie légalité et légitimité. Re-fabriquer une base de consensus sur ce qui est juste et injuste.

Si la scène vindicatoire advient malgré tout, se méfier comme de la peste du pouvoir militaire et le subordonner radicalement au pouvoir civil. Demander à ce pouvoir civil de n'en faire usage qu'en dernière extrémité.

L'éviter. L'arrêter. L'euphémiser. Inventer un corps de maintien de l'ordre civil et désarmé. Fabriquer des états de sièges fictifs où chacun sait que personne ne doit mourir.

Au Testet, le théâtre des opérations est un vaste lieu terrassé. On y est le plus souvent venu manifester avec ses paniers de pique-nique, avec son petit chien et son chapeau de soleil. Mais pour certains, la dette d'offense est déjà lourde, ils vont mimer la vraie guerre comme quand on enflammait des pneus, que ça sentait mauvais mais que personne n'en mourait. Les gardes mobiles sont là, plusieurs cars sont arrivés, ces militaires de la gendarmerie nationale qui dépendent désormais du ministère de l'intérieur. Le préfet leur a donné l'ordre de tenir les lieux. Les gens regardent les premiers affrontements sans y croire. On commente, puis on s'inquiète, on veut parler au colonel qui refuse le dialogue, ce n'est pas de son ressort. Pendant ce temps un manifestant fait le funambule fictif sur une blessure de la terre qui semble matérialiser une frontière. Son parapluie est rouge. A droite de cette blessure les gardes mobiles reçoivent des cocktails Molotov enflammés qui s'éteignent vite, faibles armes qu'on voudrait faire passer pour une violence extrême. Plus haut les manifestants vindicatifs reçoivent des grenades assourdissantes. Ceux qui ne supportent pas cette ambiance de guerre et qui étaient à gauche de la blessure ou en contrebas partent comme à regret.

Le préfet aurait pu dire en fin de journée « stop ! Repli ! » et laisser la zone vacante puisqu'il n'y avait plus grand monde de toute façon. Mais non, il n'était pas présent, n'a rien retenu et lorsque les grenades offensives ont commencé à pleuvoir en cloche, c'en était fait de la liberté civile. Elle n'avait pas été protégée par l'autorité civile. Elle dormait et dans son sommeil avait laissé la guerre s'installer, laissé transformer des opposants en ennemis. C'est dans ce contexte que la dette d'offense de l'État s'est alourdie d'une dette de vie. Celle de Rémi Fraisse. Il n'était ni un ennemi, ni un criminel, juste un adversaire de la politique menée au Testet.